

Disparition de Maddie : une nouvelle piste ?



Les enquêteurs qui enquêtent sur la disparition de la petite Maddie McCann, au Portugal en 2007, explorent toutes les pistes. Ils sont à la recherche d'un délinquant sexuel qui, entre 2004 et 2006, a agressé 5 petites filles dans la région de l'Algarve. Chaque fois, il s'est introduit de nuit dans les maisons et s'en est pris aux petites filles, des gamines âgées de 7 à 10 ans, alors qu'elles dormaient. Le hic ? On ignore l'identité de cet homme...

Les Belges satisfaits de leurs conditions de travail

9 Belges sur 10 sont satisfaits de leurs conditions de travail actuelles, selon un sondage Eurobaromètre publié jeudi. Un peu plus de 1.000 Belges, et plus de 26.000 Européens ont été interrogés pour cette enquête conduite début avril. Avec un taux de satisfaction de 94 %, le Danemark fait figure de paradis des travailleurs, devant l'Autriche (90 %), la Belgique (90 %), la Finlande (89 %) et le Royaume-Uni (88 %). À l'opposé, La Grèce est, de très loin, le pays où les travailleurs sont les moins satisfaits. À peine 38 % sont heureux de leurs conditions de travail. En Espagne, ils sont 53 %. 57 % des Européens pensent cependant que les conditions de travail se sont détériorées au cours des 5 dernières années.

Écrasé par la croix de Jean-Paul II à Brescia



Un jeune touriste de 20 ans, originaire de la région de Bergame, est mort jeudi, écrasé par l'effondrement d'une immense croix sur le site de Cevo, à Brescia. L'œuvre, haute de 30 mètres qui comportait notamment un Christ de 600 kg, avait été réalisée à l'occasion de la visite de Jean-Paul II en septembre 1998. Elle s'est soudain effondrée sur un groupe de jeunes touristes. Le jeune homme a été tué sur le coup.

PS toujours en tête au sud : forces en présence

GAUCHE DE LA GAUCHE

Pas communiste, marxiste

Raoul Hedebouw, vous êtes le porte-parole du PTB. On ne retrouve plus le terme de communisme dans votre communication. Pourquoi ?

Le problème, c'est tout ce qui s'est fait au nom du communisme. Il faut vivre avec son temps. C'est pour ça que nous parlons de marxisme du XXI^e siècle. Il y a aussi un changement sur le fond, mais on reste marxistes.

Vous tournez le dos au communisme ?

Il reste des postulats justes. Comme, par exemple, que le capitalisme crée une société duale avec des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres. Aujourd'hui, les gens lisent Marx.

Ils voient que la société est injuste. Ils se demandent donc pourquoi ce sont les grandes multinationales qui dirigent le monde.

Vous pouvez changer tout ça ?

Nous restons modestes. On n'a pas de réponse à tout, mais nous disons qu'il ne faut pas laisser tout faire par les marchés. Il faut remettre sur pied des secteurs publics, comme dans

les banques, oui, même la sidérurgie. Nous avons quatre grandes banques privées en Belgique, on a vu où ça menait. Il faut mettre sur pied des sociétés publiques de construction de logements. Ça existe en Allemagne, pas besoin d'aller chercher le modèle dans des îles paradisiaques (allusion ironique au modèle cubain qu'essaierait d'imposer le PTB, NdlR).

Vous avez déjà évoqué le pouvoir de la rue. Ça peut faire peur, non ?

Ça fait surtout peur au patronat ! Nous, on veut encourager les gens à reprendre leur sort en main, par des initiatives citoyennes.

Quand on accuse le PTB d'être un parti sectaire, peu transparent, vous répondez quoi ?

Il y a une démocratie interne au PTB. Sinon, nous n'aurions pas 8.000 membres. Mais nous ne sommes pas un parti comme les autres, c'est clair.

Si vous êtes élu député fédéral, vous gagnerez combien ?

Entre 1.600 et 1.800 euros par mois. Les élus le savent, ils travaillent pour le parti, pas pour eux. C'est le salaire qui a été défini, loin des 5.000 euros que gagnent les députés. Attention, nous ne disons pas que c'est ce que doit gagner un travailleur. Au contraire, nous nous battons pour augmenter les salaires. ■

B.J.

DROITE DE LA DROITE

Le religieux, c'est du privé

Mischael Modrikamen, certains classent votre parti à l'extrême droite. Qu'en pensez-vous ?

Le Parti populaire n'est pas un parti d'extrême droite. Nous n'avons aucune valeur commune avec l'extrême droite.

Il était pourtant question que vous siégiez au parlement européen avec le FN de Marine Le Pen et le parti de Geert Wilders, celui qui veut chasser les Marocains des Pays-Bas ?

Non, non. Il n'y aura pas d'alliance avec Wilders ni avec Le Pen. Mon ADN n'a rien à voir ni avec l'un, ni avec l'autre. Notre engagement se situe contre un islam politique. Il n'est pas question pour nous de faire le procès d'une religion ou une autre. La religion, ça relève de la sphère privée. Ce à quoi nous nous opposons, c'est à tout l'aspect fascinant d'un certain islam. Regardez donc ce qui se passe en Syrie avec des groupes extrémistes. Ce serait la même chose pour d'autres religions.

Mais c'est toujours à l'islam que vous vous en prenez...

On est arrivé en Europe à une pacification religieuse. Et maintenant, l'islam ramène le religieux dans le champ public. Avec le voile. Ou le halal à l'école. Autre

exemple : les urgences des hôpitaux. Un homme qui ne veut pas que sa femme soit soignée par un médecin homme, ça ne va pas. Pareil pour les droits des femmes d'ailleurs.

Mais votre discours tourne beaucoup autour de l'immigration...

La philosophie du PP est simple, en la matière. Ceux qui viennent dans notre pays s'adaptent à nos valeurs. Quel que soit le pays d'origine. Ça vaut pour un Américain, ou un Israélien, ou n'importe qui.

Si vous n'êtes pas dans le groupe avec Geert Wilders et le Le Pen, avec qui ?

Je peux vous dire qu'on a été approchés par plusieurs groupes. Ce ne sera pas avec l'extrême droite. Ni avec les « conservatives », trop traditionnels.

Ce serait plutôt avec Europe Liberté Démocratie, le groupe où l'on trouve notamment Nigel Farage (l'homme qui avait traité Van Rompuy de serpillière humide, NdlR) et Philippe de Villiers ?

C'est ça. Ce sont aussi des gens qui nous ont approchés. (C'est aussi dans ce groupe que l'on retrouve les Italiens de la Ligue du Nord, NdlR.) ■

B.J.



Raoul Hedebouw (PTB) ■ TH. VAN ASSE



Mischael Modrikamen (président du Parti Populaire) ■ PHOTONEWS

EN PRATIQUE

Les trois élections auxquelles nous sommes conviés

Le 25 mai prochain, les Belges sont appelés aux urnes pour un triple scrutin. On votera en même temps pour les législatives, les régionales et les européennes. Par contre, il n'y a plus d'élection directe des sénateurs. Voici le détail.

1. LA CHAMBRE

Nous devons élire 150 députés fédéraux. Du côté francophone, le Hainaut enverra 18 députés (un de moins qu'en 2010), la province de Liège élira 15 députés, la province de Namur 6 députés, le Brabant wallon 5 députés et le Luxembourg 4 députés. Les Wallons envoient donc 48 députés à la Chambre. Les Bruxellois (les 19 communes de la Région bruxelloise) envoient, pour leur part, 15 députés à la Chambre. On peut estimer que ce seront tous des francophones et qu'au-

cun Flamand de Bruxelles ne sera élu. Cela porterait le nombre de francophones à 63, alors qu'ils sont 62 dans le parlement sortant.

2. LES RÉGIONS

Pour la première fois, les législatures régionales et fédérales vont coïncider, c'est-à-dire cinq ans. On vote donc aussi pour renouveler les parlements régionaux. Les Wallons enverront 75 députés à Namur. Les sièges ne sont pas répartis géographiquement entre provinces mais entre 13 arrondissements. Le nombre d'élus est ici aussi proportionnel à la population dans les arrondissements.

Les Bruxellois ont un parlement régional composé de 72 francophones et 17 Flamands, soit 89 députés au total. Les Flamands, qui ont fusionné Région et Com-

munauté ont un parlement comptant 124 députés. Le parlement de la Communauté germanophone compte, lui, 24 élus.

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Aussi appelée Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous ne votons pas directement pour ces députés. Les 75 élus du parlement wallon siègent aussi au parlement de la Communauté française, aux côtés de 19 Bruxellois francophones, soit 94 députés. À noter que ces députés, étant à la fois régionaux et communautaires, ne sont payés qu'une fois !

SÉNAT

Pour la première fois, aucun sénateur ne sera plus élu directement par les électeurs. Il faut dire que le Sénat va être radicalement transformé par rapport à

la mouture actuelle. Il ne disparaîtrait pas mais évolue profondément. Il ne comptera plus 75 membres comme aujourd'hui, mais 60. Les sénateurs proviendront des autres assemblées. Le Sénat, transformé en « chambre de réflexion », ne votera plus les lois comme c'est le cas aujourd'hui, à quelques exceptions près.

3. LE PARLEMENT EUROPÉEN

Nous allons aussi voter pour envoyer 21 députés au parlement européen. Parmi eux, 8 francophones, 12 néerlandophones et un germanophone. Pour la première fois, le président de la Commission européenne (Barroso, pour le moment) sera élu au sein des députés européens. Parmi les candidats au poste : Guy Verhofstadt. ■

B.J.



On ne votera plus pour le Sénat.

■ BELGA

colruyt meilleurs prix

Votre fête de famille aux meilleurs prix

Voir en p. 5